

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DE LA 11ÈME CONFÉRENCE DES CHEFS D'ÉTAT DE FRANCE ET D'AFRIQUE AU BURUNDI, BUJUMBURA, MERCREDI 12 DÉCEMBRE 1984.

12 DECEMBER 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRÉSIDENT.- J'ai enregistré avec satisfaction les remerciements qui ont été adressés à mon pays pour son action en Afrique en général et par -rapport à telle ou telle situation notamment celle du Tchad et le désir de voir la France parmi d'autres persévérer dans son action.

- Le Président Bagaza a rappelé les engagements de la France, ce n'est pas un engagement nouveau, c'est un engagement déjà ancien connu de la presse par -rapport au développement de l'Afrique. Parmi les inspirateurs de l'idée du Fonds spécial pour l'Afrique nous sommes je crois, le seul pays qui a déjà prévu un financement puisque nous avons inscrit 500 millions de francs dans notre budget, cette année. Ce qui correspond à un engagement sur plusieurs années.

- J'ai rappelé à la Conférence la somme des ressources adressées par la France pour lutter contre la famine. Mais je pense que l'essentiel maintenant c'est que les journalistes posent les questions qui permettront d'approfondir le sujet, puisque je ne peux que confirmer ce qui vient d'être dit par le Président du Burundi. Je le remercie pour son accueil ici et pour la présentation qu'il vient de faire de notre Conférence qui s'est, en effet, très bien passée.

- QUESTION.- Monsieur le Président, a-t-il été question dans vos travaux de l'affaire du Sahara ? Dans l'affirmative, est-ce que l'admission de la République arabe sahraouie en tant que membre à part entière dans l'OUA, change quelque chose dans l'attitude de votre Conférence ? Une question subsidiaire, si vous le permettez : quelle serait l'attitude de la Conférence si jamais la RASD demande son admission dans votre assemblée et s'il n'a pas été question de cette affaire, pourquoi ?

- LE PRÉSIDENT.- A qui posez-vous cette question ?

- LE JOURNALISTE.- A qui veut bien répondre.

- REPOSE.- (donnée par le Président Bagaza).

- QUESTION.- Monsieur le Président, ce sommet avait été annoncé à tort ou à raison, comme un sommet difficile, on avait même dit que la France allait être au banc des accusés, alors maintenant que c'est terminé, quel jugement portez-vous sur ces travaux ?

- LE PRÉSIDENT.- Excellent.

- QUESTION.- Pouvez-vous nous dire quelque chose sur votre entretien avec le Président Habré ?

- LE PRÉSIDENT.- Cet entretien a eu lieu entre nous deux. Il n'a pas donné lieu à communiqué, donc je n'ai rien à en dire sinon que c'était très intéressant.\

QUESTION.- Monsieur le Président, on voudrait vous demander si vous pourriez expliquer davantage ce que vous entendez par "une maison de l'Afrique" qui serait installée à Paris ?

- LE PRÉSIDENT.- Comme Président de la République française, je reçois beaucoup et il s'agit souvent de chefs d'Etat, parfois de Premiers ministres et même de temps à autre de ministres qui m'apportent des messages de chefs d'Etat. Je dirai même que c'est une activité essentielle de mon mandat en raison des relations très fortes qui existent entre l'Afrique et la France, vous pouvez le constater.

- J'imagine que les chefs d'entreprise, les hommes de pensée, les techniciens, les voyageurs tout simplement, chacun d'entre eux a son petit cercle parmi les Français. On se voit, on se rencontre, on parle et bien des choses utiles s'édifient de cette façon. Mais il n'y a pas de lieu de rassemblement. Certes j'ai beaucoup d'intérêt à recevoir sur un -plan officiel mes visiteurs, mais disons que l'officialité c'est un certain genre. Il ne serait pas mauvais, de temps à autre, d'avoir l'occasion de se rencontrer - je ne parle plus de moi spécialement, je parle de chacun d'entre vous et de tous les autres - de pouvoir entretenir des relations familières et que les Africains se sentent tout à fait chez eux à Paris. Ils ont leur ambassade. Ils ont, sans aucun doute, des amis chez lesquels ils peuvent aller. Mais, on n'a pas de centre dans lequel l'Afrique en tant que telle se trouve chez elle à Paris, où les Africains pourraient rencontrer tous ceux qu'ils ont envie de rencontrer et qui sont français. J'ai dit les entrepreneurs, les techniciens, les ingénieurs, les fonctionnaires, les journalistes, etc ...

- Je pense que ce serait une initiative très utile, encore fallait-il que nous en parlions entre nous. Je ne sais pas si vous avez vu que nous sommes en train de bâtir un Institut du monde arabe. Il ne s'agit pas du tout d'une initiative du même ordre, mais enfin c'est un point de comparaison. Je pense qu'il faudrait que l'Afrique dispose d'un endroit géographique, précis, accueillant, hospitalier où Africains et Français se retrouveraient aisément. Voilà le projet. Je souhaite pouvoir le mettre en oeuvre en accord avec les Etats qui s'y intéresseront.\

QUESTION.- Monsieur le Président, excusez-moi d'insister sur le Tchad, mais au cours de ce sommet vous avez été peu disert sur la présence libyenne au nord du Tchad. Or, vous l'avez confirmée avec un chiffre un peu moins important que les Américains, mais est-ce que l'adage : "Ils partent, nous partons, ils restent nous restons, ils reviennent, nous revenons", est toujours valable ?

- LE PRESIDENT.- Je me suis exprimé longuement devant la Conférence, donc votre information est inexacte. Je me suis expliqué longuement lors de la conférence, dans les conversations auxquelles ont participé plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement. Donc votre information n'est pas exacte.

- LE JOURNALISTE.- Pas sur le nombre des Libyens, excusez-moi, monsieur le Président.

- LE PRESIDENT.- Je vous communique les chiffres qui me sont à moi-même communiqués. Jusqu'ici, en effet, je le reconnais, je n'ai pas pris l'avion et un appareil photographique pour mesurer moi-même à travers les vallées du Tibesti, la présence des Libyens. Donc je me fie au rapport de l'Etat-Major du général des armées françaises.

- QUESTION.- Monsieur le Président, certains Etats africains vous reprochent de ne pas les avoir associés à l'accord de désengagement sur le Tchad.

- LE PRESIDENT.- Qui donc ?

- LE JOURNALISTE.- Certains Etats africains en général.

- LE PRESIDENT.- Lesquels ?

- LE JOURNALISTE.- Et en plus les mêmes Etats, je ne veux pas les citer, s'il vous plaît, les mêmes Etats vous reprochent de ne pas aider efficacement ...

- LE PRESIDENT.- C'est un peu vague tout cela, qui ? quoi ? Ils ne me l'ont pas dit en tout cas.

- LE JOURNALISTE.- Ces mêmes Etats vous accusent de ne pas aller en guerre contre la Libye. Qu'est-ce que vous pensez de ces accusations ?

- LE PRESIDENT.- J'ai trouvé assez peu d'exemples dont j'aurais pu m'inspirer.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que la conférence a pris et envisagé seulement une action concrète à propos du Tchad qui pourrait aller de ...

- LE PRESIDENT.- La conférence n'avait aucunement compétence pour décider ces choses.

- LE JOURNALISTE.- Sans décider, peut-être aurait-elle pu l'envisager.

- LE PRESIDENT.- Envisager quoi donc ? Une intervention des 37 Etats présents ? En tout cas ce n'est pas venu à l'esprit des participants.

- LE JOURNALISTE.- La convocation d'une conférence plus restreinte ?

- LE PRESIDENT.- Non, l'idée n'a pas été émise. Elle n'a pas été proposée, donc il n'y a pas eu à y répondre.

- QUESTION.- Monsieur le Président, c'est une question qui complète un peu celle-ci, est-ce qu'on doit s'attendre à une nouvelle action diplomatique de la France avec ou sans au centre le (inaudible) justement à propos du Tchad ?

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant il semble que le plein ait été fait.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce qu'au cours de ce sommet il y a eu des suggestions ou des discussions sur la périodicité de ces rencontres annuelles, sur leurs limitations aux Etats francophones, sur le maintien de leur élargissement aux Etats lusophones, anglophones, arabes ?

- LE PRESIDENT.- Le rythme est annuel et cela continuera. Une année en Afrique, une année en France. Donc l'année prochaine cela sera en France.

- Sur les participants, il y a un voeu assez général de ceux qui ont fondé cette institution, ces rencontres, de rester quand même, sans aller jusqu'aux détails, entre francophones. Au demeurant, les membres de la conférence sont presque tous francophones. Quelques pays, qui se trouvent imbriqués dans cette francophonie, "participent", et cela se comprend, et généralement ceux qui sont lusophones ou hispanophones ou anglophones sont parmi les observateurs. Donc, à l'intérieur de la Conférence, même si le statut des uns et des autres n'est pas très distinct au moment des

Conférence, même si le statut des uns et des autres n'est pas très distinct au moment des conversations, il n'en reste pas moins qu'il existe deux catégories de participants. Les francophones - je les comprends et je crois qu'ils ont raison - auraient intérêt à ce qu'à l'avenir certains travaux leur soient réservés parce que c'est avec eux que le courant quotidien des choses s'organisent et que ce sont d'excellentes occasions de mettre les choses à leur place, de savoir ce dont on parle, ce dont on a discuté. Il y a des dossiers qui traînent, il y a des idées nouvelles. Je crois que c'est une bonne chose.

- Cette conférence a tellement de succès que de plus en plus nous avons des demandes. L'adhésion des nouveaux participants à quelque titre que ce soit, ce n'est pas la France qui en décide, cela se fait par accords entre le Président du lieu géographique où s'est tenue la dernière conférence, celui qui viendra ensuite et la France. Et puis enfin ce n'est pas formel. On consulte les uns, les autres. Ce n'est pas formel. On consulte les uns, les autres. Ce n'est pas à la tête du client.

- Comme ce n'est pas une institution, cela ne peut pas non plus obéir à des directives trop précises, mais je crois que ce serait une bonne chose que les francophones puissent se sentir davantage entre eux, quitte à ce que la Conférence débouche à la même session sur des assises élargies avec pour l'instant 35, 36 ou 37 pays admis et qui seront Africains bien entendu.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République française, sans devoir trop anticiper sur les démarches que vous allez effectuer auprès de vos homologues occidentaux, j'espère que vous avez accepté d'être du moins le porte-parole de cette Afrique menacée disons par la sécheresse et la famine. Sans devoir trop anticiper sur les démarches que vous allez effectuer pour éloigner le spectre de la faim qui menace l'Afrique, est-ce qu'on peut savoir dans quelle mesure vous allez inclure vos démarches dans la coopération du dialogue Nord-Sud ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je n'ai pas commencé hier ou avant hier. Cette démarche est engagée déjà depuis longtemps et en raison de la cruauté de la famine, la France a rencontré beaucoup de gens, sollicité beaucoup de concours, entretenu beaucoup de partenaires des Etats européens depuis quelques mois à ce sujet.

- A Dublin `Conseil européen`, un concours de 70000 tonnes de céréales a été décidé qui s'ajoute aux 500000 déjà adoptées, c'est-à-dire 1200000 tonnes de semences. Là dessus la France y participe pour 24 % à 25 %. L'effort particulier de la France au cours de ces derniers temps est de l'ordre de 100000 tonnes qui sont destinées à de nombreux pays du Sahel et qui sont également dirigées vers l'Ethiopie. La France a donc donné l'exemple. Elle continuera. Elle est très heureuse de constater que la Communauté est très sensible à cette situation mais cela peut ne pas suffire et même cela ne suffira pas. Donc, je suis tout à fait votre conseil, la France accentuera sa pression amicale sur ses partenaires pour que ce chiffre soit augmenté. Après tout, nous avons des surplus ou des excédents, c'est une occasion nécessaire que de faire acte de solidarité dans ce domaine aussi tragique.\

QUESTION.- (Inaudible).

- LE PRESIDENT.- Naturellement, mais j'ai répondu à votre première question, je veux bien répondre à la deuxième. J'ai moi-même exposé hier à la conférence que notre aide comportait trois volets :

- Le premier c'est l'aide immédiate, je viens de vous en parler en vous donnant des chiffres.

- Le deuxième, c'est de multiplier les opérations sur le terrain qui permettront en effet d'initier ou de collaborer à la mise en place de systèmes agricoles, systèmes qui permettront des productions, des modifications de semences selon la nature des sols. Bref, une application sur le terrain permettant de développer les cultures vivrières.

- Le troisième volet, c'est que la France a déjà engagé cette action - et elle incite les autres à en faire autant - qui consiste à former les femmes et les hommes de ces pays pour qu'ils soient en mesure de développer une économie rurale mieux adaptée et capable de produire en qualité et en quantité tout ce qui convient aux populations de ces pays. Donc il faut bien vous rendre compte que nous sommes convaincus nous-mêmes que l'aide immédiate serait très insuffisante. Comme le disent les Chinois : "Il faut qu'il y ait des poissons, mais il faut aussi apprendre à pêcher". Cela, croyez moi, nous y avons pensé.\

QUESTION.- Vous avez expliqué hier à la Conférence que l'intervention française au Tchad était basée sur une conception de l'équilibre en Afrique. J'aimerais bien vous demander de nous expliquer un peu mieux votre sens de cet équilibre, étant donné que cette conception ne semble pas s'appliquer à la moitié nord du pays ?

- LE PRESIDENT.- Vous me rendez compte de ce qui s'est passé hier après-midi. M. le Président nous avait dit que c'était à huis clos. Je vois que l'on sourit de plus en plus quand on évoque ces mots barbares, cela ne m'offusque pas du tout, figurez-vous que je m'en doutais. Il arrive même quelquefois que, sachant que l'on est en huis clos, on prononce certaines phrases parce que l'on sait aussi qu'elles seront communiquées à l'extérieur. Donc, tout est prévu.

- Dans le discours public du matin et aussi dans l'intervention que j'ai faite l'après-midi devant la Conférence, j'ai en effet évoqué ce thème qui est un thème stratégique. Non seulement le Tchad nous intéresse en lui-même mais aussi, et c'est une vue majeure, nous ne voulons pas un déséquilibre, une déstabilisation de l'Afrique noire par des incursions, agressions, conquêtes - peu importe le mot - venant du nord. C'est une des raisons pour lesquelles - je l'ai expliqué au public français à l'époque - c'est une des raisons pour lesquelles nous avons fixé l'armée française au seizième parallèle ou à peu près. C'est vrai que c'est une ligne idéale mais elle est devenue tout à fait pratique et marque bien l'endroit où toute infiltration a été et doit être arrêtée pour éviter des voisinages inutiles, détonants ou dangereux. C'est en tout cas ce que nous avons fait et c'est bien une donnée, je répète, majeure de la politique française en Afrique.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pensez avoir convaincu aujourd'hui vos homologues africains du bien fondé de votre politique au Tchad après le tour que Kadhafi a joué à la France et à l'Afrique ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai eu aucune observation de ce genre pendant les deux jours que je viens de passer à Bujumbura. Les Africains font, semble-t-il, beaucoup plus confiance à la France qu'un certain nombre de Français.

- QUESTION.- Monsieur le Président pourquoi refusez-vous d'aller plus au nord comme vous le demande le gouvernement de N'Djaména ?

- LE PRESIDENT.- Il me le demande ? J'y répondrai quand je le voudrai mais je pense que dans cette hypothèse, ce gouvernement pourrait nous y précéder.

QUESTION.- Monsieur le Président une question qui vient à propos. Le 11ème Sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique vient de se terminer et d'aucuns accusent ce forum de se substituer à l'OUA. La première question est celle-ci : Dans quelle mesure va évoluer ce forum dans les années à venir et puisqu'il commence à englober toute l'Afrique et puis disons quelle réponse donnerez-vous à ces gens qui croient que cela se substitue à l'Organisation de l'unité africaine ?

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas du tout l'intention en tout cas de ceux qui y contribuent. Vous savez, vient qui demande à venir. Personne n'y est contraint, je veux dire parmi ceux qui sont acceptés par leurs autres partenaires.

- Moi-même je ne participe pas aux réunions de l'OUA - et pour cause ! - mais la plupart de nos amis y participent à l'exception de ceux qui se sont un peu mis en congé depuis quelques temps. C'est à eux de répondre à cette question. Est-ce qu'ils se sentent en porte-à-faux parce qu'ils participent et à l'OUA et à la conférence entre les pays d'Afrique et de la France ? Je n'en ai pas le sentiment et on veille bien d'ailleurs dans la pratique de nos travaux à ne pas mélanger les choses. Donc c'est aux Africains, à leur sensibilité et à leur bon sens qu'il faut s'adresser pour qu'il n'y ait pas de concurrence entre ces deux réunions. L'OUA est une institution, la conférence entre les Etats d'Afrique et de France n'en est pas une.

QUESTION.- Monsieur le Président on a su il y a deux ans alors que vous étiez à Bujumbura et ensuite à Kinshasa que le prochain sommet franco - africain se passerait vraisemblablement justement à Bujumbura. Est-ce qu'on a une idée aujourd'hui de la prochaine capitale africaine ?

- LE PRESIDENT.- Moi, je n'en ai pas, non pas du tout. Je sais que M. le Président Bagaza avait déposé sa candidature et que cela avait déjà examiné d'une façon assez ouverte mais je pense que c'est surtout à Vittel que la décision a été prise. En tout cas pour l'instant je n'ai pas l'idée. Il appartiendra surtout aux Etats africains de dire dans quelle partie de l'Afrique et dans quel Etat ils veulent se rendre. La France n'intervient pas dans ces cas-là, elle a déjà assez à faire une année sur deux pour savoir dans quelle ville de France cela se passera. QUESTION.- Monsieur le Président, pour lever toute ambiguïté dans votre réponse sur une intervention au nord du seizième parallèle vous avez dit le gouvernement tchadien pourrait nous y précéder. Qu'est-ce que vous entendez par là ? Est-ce une invitation, à ce qu'il

franchisse lui-même la ligne rouge ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, il est tout à fait maître d'agir comme il l'entend dans son pays. Le gouvernement tchadien est partout chez lui au Tchad. Nous ne pouvons pas, ici, nous lancer dans des considérations de stratégie militaire. Ce n'est pas le moment et je ne suis pas sûr que vous seriez mon premier confident. Donc, attendez et jugez.\